



Dossier de presse

Une action d'intérêt général n'est pas un crime

15 associations et syndicats manifestent leur solidarité responsable avec les militant.e.s de "Bretagne contre les fermes usines" mis.es en cause suite à une action de désobéissance civile le 19 mars 2022. Cette action de dénonciation de l'agro-industrie bretonne avait conduit à bloquer, sur la voie ferrée de Saint-Gérand, un train destiné à alimenter les élevages industriels.

Premiers signataires :

Alerte à l'Ouest
Alliance des Cuisinier·ères
Attac 29
Baie de Douarnenez Environnement
CIVAM 29
Collectif Bassines Non Merci
Confédération paysanne Bretagne
Faucheur.euses Volontaires d'OGM BZH
FSU Bretagne
Halte Aux Marées Vertes
Minga
Nature & Progrès Haute-Bretagne
Pisseur.euses Involontaires de Glyphosate BZH
Pôle de développement de l'ESS du Pays de Ploërmel Cœur de Bretagne
Solidaires 29

Notre solidarité responsable

avec les militant.e.s de

"Bretagne Contre Les Fermes Usines"

La Charte de l'environnement de 2004 (1), inscrite dans le préambule de la Constitution de la République, stipule que : «Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement» étant donné que «chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.»

Et pourtant, des militant.e.s ayant participé le 19 mars dernier au blocage d'un train de céréales destinées à des fermes usines sont aujourd'hui considérés comme des délinquants, quand ceux qui polluent, détruisent les paysanneries ici en Bretagne comme partout ailleurs dans le monde, malmènent les corps de celles et ceux qui travaillent dans l'agro-industrie, maltraitent les animaux, font de l'optimisation fiscale, spéculent sur les denrées alimentaires, nous empoisonnent massivement, à petit feu ou brutalement, et contribuent lourdement au dérèglement climatique, ne rendent jamais compte de leurs actes devant la justice.

Ces fermes usines ne sont que l'aboutissement d'un vaste mécanisme d'exploitation et d'accaparement colonial qui vaut à l'agriculture bretonne de disposer de 4 fois la surface agricole utile régionale dans le reste du monde en important soja OGM, huile de palme et céréales pour les réexporter transformés en poudre de lait MG20 (mélange de la poudre de lait écrémé avec 20% de matière grasse végétale) en Afrique, poulets export PAC au Moyen-Orient, viande de porc en Chine, sans parler du maïs incorporé dans les méthaniseurs des usines à lisier pour le gaz-énergie, ni du colza pour le diester.

C'est parce que les fermes usines détruisent nos vies, nos emplois, notre environnement et notre santé que les militant.e.s du collectif « Bretagne contre les fermes usines », prennent leurs responsabilités en conduisant des actions de désobéissance civile.

Leur action, non-violente, symbolique, et spectaculaire, reste guidée par le souci d'alerter l'ensemble des citoyennes et citoyens qui attendent des actes politiques forts pour bâtir des filières alimentaires qui créent des emplois de qualité et permettent à toutes et à tous d'avoir accès à une alimentation saine.

Une telle action d'intérêt général est un cri, et non un crime, qui concerne tout le monde. Il nous appelle à être toutes et tous solidaires et responsables à leurs côtés.

Le 3 octobre 2022

(1) <https://www.conseil-constitutionnel.fr/la-constitution/la-charte-de-l-environnement>

"Le métier de cuisinier ne peut pas se réduire à être le dernier maillon d'une chaîne alimentaire qui appauvrit nos savoirs faire, standardise les goûts, et participe à la destruction de notre métier.

L'absence de dialogue démocratique se résume par un nombre de plus en plus restreint d'acteurs qui décide d'une alimentation contraire aux intérêts du plus grand nombre.

En conséquence l'Alliance des cuisinier.e.s ne peut que cosigner le communiqué qui soutient l'expression du collectif "Bretagne contre les fermes usines" et s'associer à leur cri"

<https://alliance-des-cuisiniers.fr/>



Baie de Douarnenez Environnement

L'association Baie de Douarnenez Environnement lutte depuis plus de 10 ans contre toutes les pollutions qui affectent la Baie de Douarnenez et son bassin versant : coquillages contaminés, bactéries dans les eaux de baignade, pesticides dans l'eau brute traitée pour l'eau du robinet, et ...marées vertes.

Toutes ces pollutions sont liées exclusivement ou presque au excès des usines à cochons situés dans le bassin versant de la baie (plus de 800 000 cochons à l'année dans un bassin de vie de 50 000 habitants...

Nous soutenons pleinement les militants du collectif bretons contre les fermes usines.

Jean Hascoet 0677625803



CIVAM Finistère

Le **CIVAM du Finistère** réunit des paysans qui partagent tous la volonté d'exercer leur métier de la manière la plus durable possible.

Nous avons l'ambition de produire de la nourriture, mais également de faire vivre notre territoire, de nous insérer dans le tissu rural de nos communes, de créer du lien social.

Par nos choix de modes de production, nous souhaitons préserver l'environnement et la biodiversité.

Ce qui nous anime c'est aussi de tendre vers des fermes résilientes, autonomes, de créer des emplois qui donneront envie, demain, à de nouveaux porteurs de projets de s'installer et de faire vivre les campagnes.

A travers tous ces aspects, nous tournons résolument le dos au modèle agro-industriel installé en Bretagne depuis des décennies, et qui continue de s'imposer à la majorité des agriculteurs et à mobiliser des soutiens et de l'argent public.

Nous soutenons les initiatives visant à dénoncer ce modèle, qu'elles viennent des paysans ou des citoyens, consommateurs et habitants ruraux, légitimes à réclamer une alimentation plus saine et un environnement préservé.

Nous nous tenons donc aux côtés des membres du collectif contre les fermes usines en Bretagne.

Anne Desallais-Paulet
anne.desallais@live.fr
06 17 94 43 83

<https://www.civam29.org/>



Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Rennes, le mardi 28 juin 2022.

COMMUNIQUÉ

Vos contacts:

Jean-Marc THOMAS ■

Porte-parole régional:
06.77.86.36.96

Anne TRAVERT ■

Animatrice régionale:
06.60.74.65.81

Perquisition visant le collectif "Bretagne contre les fermes usines" : la Confédération Paysanne Bretagne dénonce le zèle sélectif des pouvoirs publics !

Le blocage d'un train transportant des céréales, destinées à approvisionner l'agriculture industrielle, le 19 mars dernier, avait défrayé la chronique.

Cette action controversée avait pour objectif de dénoncer les dérives d'un modèle agro-alimentaire peu soucieux des biens communs.

En aucun cas, elle ne relevait d'une action terroriste débouchant sur un déploiement de moyens de rétorsion aussi disproportionnés.

Notre syndicat est viscéralement attaché à la responsabilité et à la justice. C'est dans cet esprit, que nous demandons à l'Etat de concentrer ses forces sur les spéculateurs et les financiers qui profitent de la guerre en Ukraine pour réaliser des bénéfices gigantesques.

Ce sont près de 10 milliards d'€ qui auront été dérobés rien que sur la production française de blé au détriment des paysans et des consommateurs. Ce sont eux, les véritables affameurs de la planète que le législateur doit réguler et encadrer et que la justice doit poursuivre et condamner.



**Soutien des Faucheuses et Faucheurs Volontaires
d'OGM de Bretagne (FV Bzh) au Collectif « Breizh
Contre Les Fermes-Usines _BCLFU, suite à l'action
du samedi 19 mars 2022 à Saint Gérard.**

Les Faucheuses et les Faucheurs Volontaires breton-ne-s soutiennent totalement l'action des militant-e-s de « Bretagne Contre Les Fermes-Usines ».

Nous nous réjouissons que nos modes d'action de désobéissance civile non violente et déterminée soient repris et mis en œuvre par d'autres Collectifs citoyens.
Et particulièrement lors de l'action de BCLFU à Saint Gérard le 19 mars dernier.

Par le «désarmement» de ce train de céréales à Saint-Gérard le collectif Bretagne contre les fermes usines met une fois de plus en lumière l'opposition de la société civile au système agro-industriel breton, qui ruine les paysan-ne-s ici et ailleurs et qui n'enrichit in fine que les thuriféraires de la FNSEA !

L'AGPM (Association Générale des Producteurs de Maïs), la FOP (Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux), la coopérative agricole et consorts se sont soudainement constituées parties civiles dans le futur procès contre les militant-es de BCLFU. Elles ont effectivement tout à gagner à ce que persiste et se consolide ce vieux système mortifère soutenu par les aides de la PAC, de FranceAgriMer et de la Région Bretagne.

Depuis de longues années nous dénonçons ces scandales d'Etat et menons des actions variées pour bloquer ce système.

Que se soit par le «désarmement» d'entreprises portuaires important du soja OGM d'Amérique Latine comme à Bunge en 2019 à Brest, par la dénaturation symbolique de ce soja OGM sur les ports de Lorient et Montoir en 2008, 2012, 2014, par l'intrusion au Conseil Régional en 2020, par des blocages d'entreprises utilisant pesticides et OGM comme à Triskalia à Glomel en 2018 ou encore lors de perturbations d'assemblées générales comme celle de Nutrinéo à Brest en 2019. Nous n'avons eu de cesse d'exiger des mesures concrètes pour que cesse ce productivisme contre nature.

L'état de nécessité dans lequel nous nous trouvons nous impose de prendre nos responsabilités : nous continuerons à soutenir, revendiquer toutes contre-attaques futures qui seront organisées avec des moyens à la hauteur des enjeux sociétaux, économiques et politiques.

Rennes, le 3 octobre 2022

<https://www.faucheurs-volontaires.fr/>



Rennes, mardi 4 octobre 2022

A Mesdames, Messieurs les journalistes

COMMUNIQUE DE PRESSE FSU Bretagne

NOTRE SOLIDARITÉ RÉAFFIRMÉE AVEC LES MILITANT.E.S DE "BRETAGNE CONTRE LES FERMES USINES"

Résolument opposée à la criminalisation des mouvements sociaux comme des militant.es engagé.es dans les luttes anticapitalistes, la FSU Bretagne a apporté son soutien aux militant.es du Collectif Bretagne contre les fermes usines mis.es en cause suite à l'action militante et non violente du 19 mars 2022 à Noyal-Pontivy.

Si certain.es pouvaient encore s'interroger sur le sens et la portée de cette action, la constitution partie civile de 10 organisations représentatives de l'agro-industrie - les mêmes qui avaient présidé à la constitution de la feu la brigade DEMETER - met fin au doute : l'agrobusiness sur la défensive entend faire taire toute forme de contestation.

Face à ce front du déni alors que les enjeux climatiques, de biodiversité, d'accès à l'eau, à la terre, et à une alimentation de qualité pour tou.tes sur la planète n'ont jamais été aussi urgents, la FSU Bretagne réaffirme avec sérénité et détermination son soutien aux militant.es mis en cause.

Contacts

FSU Bretagne : JM Cléry 06 78 39 72 68

Retrouvez la FSU Bretagne sur Internet : <https://bretagne.fsu.fr/>

La FSU Bretagne sur Twitter : @FSU_Bretagne



**Soutien de Halte Aux Marées Vertes (HAMV)
à l'action de blocage d'un train de céréales à Saint-
Gérand (56)
menée le 19 mars 2022 par le collectif Bretagne Contre
Les Fermes Usines (BCLFU)**

Halte Aux Marées Vertes lutte contre le phénomène des marées vertes en baie de Saint-Brieuc en dénonçant l'agriculture industrielle qui en est à l'origine.

L'association attache d'autant plus de prix à soutenir l'action menée à Saint-Gérand le 19 mars 2022 que celle-ci a très opportunément visé, non un train de soja, mais un train de céréales.

En effet, il est désormais de notoriété publique que le soja qui arrive en Bretagne venant d'Amérique du sud est synonyme d'OGM et pesticides associés, synonyme de déforestation et de réchauffement climatique, synonyme de destruction des cultures vivrières, au point d'ailleurs que l'Union Européenne commence à envisager la possibilité d'interdire l'importation en Europe de ce soja.

Toutefois, il ne faudrait surtout pas laisser penser que le cheptel démesuré que supporte le sol breton est nourri sur nos terres avec le seul complément du soja importé, bien loin s'en faut. Il est aussi nourri d'importations massives de céréales, blé et orge venant d'Ukraine, de Russie ou d'ailleurs, des plaines céréalières françaises, de maïs importé ou venant par exemple de Vendée, là où l'on construit des méga-bassines pour l'arroser, mais aussi de colza et de tournesol, nécessaires pour constituer la ration des animaux à l'enfermement.

L'équation est en effet très simple. Selon les chiffres révélés par la Cour des Comptes dans son rapport du 2 juillet 2021, les Côtes d'Armor, 1er département d'élevage de France, supportent, en moyenne par hectare de surface agricole utile (SAU) : 1,1 bovin + 21,7 cochons + 248 volailles. En convertissant ces animaux en équivalent UGB (Unité de Gros Bétail), avec les coefficients de conversion en usage, nous pouvons conclure que nous avons en Côtes d'Armor, en moyenne 9 UGB par hectare agricole. Or il faut 1 ha pour nourrir 1 UGB et recevoir ses déjections. Conclusion, nous avons 1 UGB nourri sur nos terres et 8 UGB nourris par des importations de céréales, protéagineux et oléagineux !!

En conséquence, l'action de BCLFU a eu le grand mérite de faire la lumière sur le fait que le cheptel breton surdimensionné aspire des quantités phénoménales de nourriture importée, le mérite de mettre sous les projecteurs ce qui signifie véritablement faire de l'élevage hors sol.

HAMV ne peut que soutenir cette action, sa cible et ses modalités, une action Ô combien nécessaire et salutaire pour crier qu'il faut revenir à un élevage lié au sol, associant cultures et élevage, et non pas un élevage perfusé par des trains d'importations. C'est la seule voie pour remédier à la très longue liste de nos maux, nitrates et marées vertes, pesticides, effondrement de la biodiversité, antibiorésistance, souffrance animale, risques de zoonoses, dérèglement climatique et désertification des campagnes où l'agro-industrie vise à remplacer l'humain par des machines !

Halte Aux Marées Vertes - 16, rue Georges Palante La Granville 22120 HILLION
contact@halteauxmareesvertes.org <https://www.halteauxmareesvertes.org/>

La désobéissance civile : un acte d'eco-responsabilité Républicaine.

Minga signataire de l'appel

« Notre solidarité responsable avec les militant.e.s de "Bretagne contre les fermes usines".

Le 19 mars 2022, le collectif « Bretagne contre les fermes usines » a mené une action de blocage d'un train de céréales à Noyal-Pontivy pour en déverser des dizaines de tonnes de blé destiné à l'élevage intensif et ériger en cela, symboliquement, « un mur en travers des voies de l'agro-industrie ».

Quand les humains qui travaillent dans l'agro-industrie sont traités comme des objets, et les animaux comme du matériel et du minerais,

Quand, après un été caniculaire, le gouvernement autorise la construction de méga-bassines qui assèchent les nappes phréatiques et des fermes usines de plus de 24 000 cochons,

Quand l'agro-business spéculé sur les denrées alimentaires,

Quand l'État est condamné par deux fois pour inaction climatique, la désobéissance civile est un acte de responsabilité, un acte de citoyenneté plein et entier, l'essence même de ce qui fonde une République qui porte au front Liberté-Egalité-Fraternité

Minga, en tant qu'organisation professionnelle et politique, ayant pour horizon l'article 23 de la déclaration universelle des droits de l'Homme, ré-exprime en conséquence sa solidarité pleine et entière vis à vis des militant.e.s du collectif « Bretagne contre les fermes usines ».

Minga, le 3 octobre 2022
<http://minga.net/>



Les Pisseurs & pisseuses Involontaires de Glyphosate Breton.nes soutiennent totalement l'action des militant-es du collectif « Bretagne Contre Les Fermes-Usines » BCLFU le samedi 19 mars 2002 à Saint Gérard (56).

Nous réaffirmons notre soutien aux militants qui ont arrêté symboliquement le train de céréales de St Gérard, ainsi qu'au collectif « Bretagne Contre les Fermes-Usines » dont nous avons signé la charte.

Cette action de désobéissance civile non violente s'est opposée à l'agrobusiness que nous dénonçons depuis plusieurs années au sein de notre association et qui conduit à l'empoisonnement et à l'accaparement de nos biens communs : notre sol, notre air et notre eau.

Soutenue activement par l'État, l'agrochimie et ses affidés syndicaux nous conduisent droit dans le mur en empoisonnant nos organismes.

Nous l'avons démontré devant huissiers et dénoncé par le biais de la détection des pesticides dans nos urines : nous sommes toutes et tous imprégnés de glyphosate !

Nous avons constaté aussi la présence de nombreuses molécules de pesticides et de leurs métabolites dans nos cheveux, y compris chez des enfants de maternelle, avec notamment des polluants d'origine agrochimiques rémanents et interdits depuis des dizaines d'années !

Nous avons porté plainte (700 plaintes en Bretagne et 6500 au niveau national) par les voies de recours autorisées mais, **devant l'ampleur du phénomène, il devient nécessaire et urgent d'arrêter cette machine folle qu'est l'agrochimie mafieuse en Bretagne et partout ailleurs.**

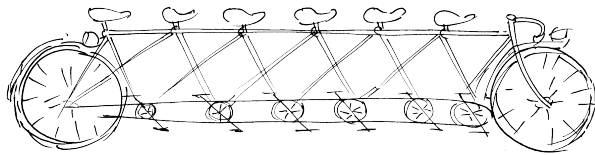
Nous souhaitons que les véritables responsables de cette atteinte à notre santé et à l'avenir de nos enfants, soient enfin traduits en justice et que l'action des **militants de BCLFU, lanceurs d'alerte courageux**, soit l'occasion d'une réelle prise de conscience de la population.

Nous souhaitons qu'avec nous, nos concitoyen-nes revendiquent leur droit à vivre dans un environnement sain tel que signifié dans l'article 1 de la charte de l'Environnement
"Article 1er. Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé."

et se mobilisent pour exiger de nos responsables politiques et/ou gouvernants la mise en place de véritables alternatives agro-écologiques.

Rennes, le 3 octobre 2022.

<https://pig.log.bzh>



ESS'entiel Ploërmel

Pour une dynamique d'économie sociale et solidaire sur le Pays de Ploërmel-Coeur de Bretagne

Pôle de développement de l'ESS sur le Pays de Ploërmel

Comme toutes les structures de l'économie sociale et solidaire devraient le faire, ESS'entiel Ploërmel, pôle de développement de l'ESS sur le Pays de Ploërmel, se pose la question de la taille critique de toute structure économique et privilégie le principe de la multiplication de petites structures, ancrées sur leur territoire, travaillant en bonne intelligence avec les acteurs locaux et veillant à l'utilité sociale de leur projet et de leurs pratiques.

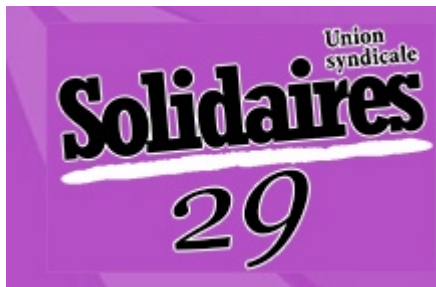
C'est pourquoi nous prenons position contre toute initiative dont la taille et les modalités de fonctionnement portent atteinte à l'équilibre écologique, social et aussi économique des milieux dans lesquels elles s'installent.

Et c'est aussi pourquoi nous réprouvons les pratiques visant à les imposer sans concertation et à interdire leur critique démocratique.

ESS'entiel Ploërmel

2 rue de la Croix Rouge - 56800 Augan
9h30/17h30 Lundi, mardi, jeudi et vendredi.

Site internet : <http://www.essentiel-ploermel.fr>



Solidaires 29

Chez Solidaires 29, en tant que travailleuses de différents secteurs, nous admettons qu'une certaine industrie peut être porteuse de progrès. Pourtant, en tant que Bretonnes et Bretons nous ne pouvons que constater les ravages de ces principes quand ils s'appliquent dans le monde réel, sur notre milieu de vie, provoquant marées vertes et exploitant autant les travailleuses qui sont intégrées à ce système que les animaux dits d'"élevage" qui y sont broyés.

Nous ne savons pas bien ce que l'humain semble vouloir élever dans toute cette peine. Est-ce encore même de la viande qu'ils prétendent cuisiner dans leurs usines à escherichia coli ? Déjà nous voyons venir des startups de la (mal)bouffe automatisée, produites par des intelligences artificielles dans des boîtes de pétri alors que nous nous promènerons en bord de mer avec des masques filtrants et que nous ne boirons plus que de l'eau en bouteille. Ce n'est pas ainsi que nous imaginons que l'humanité sorte du chaos climatique et social en cours.

Nous avons en cela une dette envers les camarades qui prennent des risques au péril de leur santé et de leurs libertés pour dénoncer ce système industriel de fermes-usines. C'est la raison pour laquelle nous sommes signataires de ce communiqué de soutien au Collectif Bretagne Contre les Fermes Usines.

Solidaires 29

<http://solidaires29.infini.fr/>

Alerte à l'Ouest

ALLIANCE
DES
CUISINIER·E·S

ATTAC 29



Collectif
Bassines Non
Merci



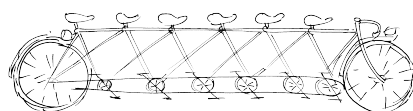
Confédération paysanne
BRETAGNE



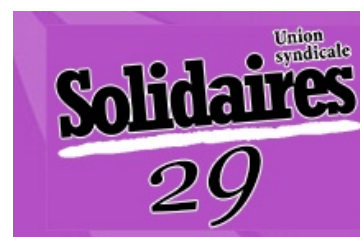
HALTE ! aux
MARÉES VERTES



Nature & Progrès
Haute-Bretagne



ESS'entiel Ploërmel
Pour une dynamique d'économie sociale et solidaire sur le Pays de Ploërmel-Occur de Bretagne



CONTACTS PRESSE

Minga : Emmanuel Antoine 06 20 48 88 94

FSU Bretagne : JM Cléry 06 78 39 72 68

Halte aux marées Vertes : Annie le Guilloux 07 82 41 99 60

Alliance des Cuisinier·ères : Xavier Hamon 06 87 44 66 98